



Syndicat national Force Ouvrière  
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

**Membre de la fédération FNEC FP-FO**

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 - [foesr@foesr.fr](mailto:foesr@foesr.fr) - [www.foesr.fr](http://www.foesr.fr)

## **Key Labs, déficits, « Acte 2 », arrêts maladie, retraites : assez des « moratoires » ou du chantage au « non budget », censurons-les dans les AG et dans la grève !**

Alors que les universités ferment déjà des formations et suppriment des groupes, que les personnels, en nombre insuffisant, voient déjà tous leurs droits attaqués (retraites, conditions de travail, congés maladie, etc.), le gouvernement Bayrou assène des coups de haches à un budget déjà raboté ! En ce qui concerne l'ESR, en cumulé, entre les coupes de 2024 et ce qui est annoncé pour 2025, on dépasserait allègrement le milliard d'euros !

Des filouteries de bas étage tentent de masquer cette réalité d'un budget en recul en valeur absolue : de même qu'il faudrait saluer l'annulation de la suppression de 4000 postes dans l'Éducation nationale alors que le budget de ce ministère est amputé de 225 millions d'euros, il faudrait saluer la reconquête, par le ministre délégué de l'ESR, de 100 millions d'euros pour la compensation du « CAS pensions » aux universités... À la sortie, il manque encore 80 millions pour cette « compensation » ! À la sortie, la plupart des universités restent en déficit ! À la sortie, des formations entières sont sabrées, des centaines d'heures d'enseignement rayées de la carte, ! Le budget Bayrou est encore plus austéraitaire que le budget Barnier, et un pas en avant précédé de trois pas en arrière ne constituera jamais une progression.

Et les manœuvres en arrière plan pour accompagner cet abattage méthodique des services publics ne manquent pas : ainsi des *Key Labs*, qui garantiraient à une minorité de laboratoires un maintien de leurs dotations et surtout un soutien pour obtenir d'autres subsides, en particulier en provenance de l'U.E., tandis que tous les autres seraient noyés dans le marasme budgétaire, et leurs personnels avec (voir [ici](#) notre communiqué). Ceci s'articulerait de plus avec un « acte 2 de l'autonomie » qui n'a jamais été officiellement enterré, où des universités « cheffes de file » mettraient la main sur les labos de recherche.

Basses manœuvres aussi sur l'utilisation des fonds 2024 reconduits, qui sont disponibles à 100 % mais dont des circulaires gouvernementales tentent d'entraver l'utilisation par les opérateurs de l'État, dont les universités et EPST, empêchant ainsi toutes les embauches, stoppant tous les projets !

Basses manœuvres encore contre les droits à congé maladie de l'ensemble des agents de la fonction publique : si les 3 jours de carence ont été abandonnés, l'essentiel de la mesure demeure, avec une réduction de 10 % des indemnités au-delà du jour de carence.

Basses manœuvres enfin à propos des retraites, avec une tentative de contourner par un « conclave » la revendication d'abrogation de la réforme, portée par des millions dans les grèves et manifestations de 2023. « Retour » à 63 ans (?), mirage de la prise en compte de la « pénibilité » ou retraite « à points » ne peuvent avoir comme effet que la diminution des retraites de tous les salariés, au premier chef des fonctionnaires, la retraite « à points » notamment signifiant la disparition du Code des pensions.

### **Les personnels et les étudiants n'acceptent pas !**

Dans la recherche, personne ne veut des *Key Labs*. Les milliers de signatures de chercheurs, y compris des directeurs de laboratoires, les motions votées, la mobilisation de centaines devant

le siège du CNRS le 27 janvier ont permis d'obtenir un « moratoire ». Ceci montre que l'on peut les faire reculer. Mais il faut aller plus avant, et obtenir l'annulation de ce projet funeste comme de toutes les mesures régressives.

Les mobilisations de décembre contre les déficits des universités, avec en certains endroits des AG ou des rassemblements très nombreux, personnels et étudiants ensemble, ont également montré que la détermination de tous était là, pour sauver leurs établissements et leurs diplômes.

Alors que la petite musique de la déréglementation totale des droits d'inscriptions se fait à nouveau entendre, y compris de la part de certains présidents d'université (il faut bien trouver de l'argent quelque part, puisque l'État refuse ce qui est dû aux citoyens étudiants), tous disent : « on ne veut pas plus du budget Bayrou qu'on ne voulait du budget Barnier ! ».

**Nous ne voulons ni du pire ni du mauvais ! Assez du chantage au « non budget » ! Défendons nos droits, nos salaires, nos établissements, nos postes et nos diplômes !**

Des étudiants se mobilisent par centaines à Rennes avec des personnels pour s'opposer aux attaques portées contre l'ESR public. Des AG « Interfacs » ont déjà eu lieu. Rejoignons-les, pour porter toutes les revendications !

FO ESR appelle en conséquence les personnels à :

- > être avec les étudiants dans toutes les mobilisations organisées à partir du 4 février contre la casse du service public de l'enseignement supérieur.
- > participer au rassemblement qui aura lieu devant le CNESER le mardi 11 février à 12H,
- > se réunir en AG et mettre en discussion la préparation de la grève pour gagner sur toutes les revendications :
  - > Retrait définitif du projet de *Key Labs*, arrêt de la recherche sur projets
  - > Abandon de l'acte 2 de l'autonomie
  - > Aucune amputation des diplômes et formations
  - > Non à toute augmentation des droits d'inscription
  - > Des dotations récurrentes et pérennes et les créations de postes nécessaires pour remplir toutes les missions
  - > Maintien de l'indemnisation des jours de congé maladie à 100 %, abandon du jour de carence
  - > 10 % d'augmentation des salaires tout de suite et indexation du point d'indice sur l'inflation
  - > Fonds publics à l'École publique, fonds privés à l'École privée
  - > Abrogation de la réforme des retraites, maintien du code des pensions et de tous les régimes de retraite !